SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 27 DÉCEMBRE 1922

Rapport de la Commission des Affaires Étrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi approuvant les deux traités conclus le 6 février 1922 à Washington entre les États-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire Britannique, la Chine, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal, dans le but d'accroître les revenus du Gouvernement chinois, de stabiliser les conditions de l'Extrême Orient, de sauvegarder les droits et les intérêts de la Chine et de développer les relations entre ce pays et les autres puissances sur la base de l'égalité des chances.

(Voir les nos 12, 59 et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séance du 19 décembre 1922.)

Présents : MM. le comte T'KINT DE ROODENBEKE, président; le baron DESCAMPS, DIGNEFFE, FERON, LE JEUNE, SPEYER, WITTEMANS et le marquis IMPERIALI, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le but poursuivi par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en convoquant la Conférence à Washington, dont les conséquences au point de vue de la paix mondiale peuvent être considérables, est éminemment utile et élevé. La Belgique lui en rend hommage; tout effort fait, pour éloigner dans le monde des risques de guerre, doit être accueilli par les nations — même par celles qui n'y seraient pas impliquées — avec un même sentiment de profonde reconnaissance.

Quoique l'œuvre de la Conférence de Washington soit une, dans son ensemble — et ce point ne peut être perdu de vue par ceux qui voudront étudier tous les problèmes si graves qui y furent discutés — elle est considé-

nable. Il ne nous appartient pas, dans un rapport fait au nom de la Commission des Affaires étrangères, de l'étudier en entier, ni de prendre parti dans des controverses qui ont pu être échangées dans différents pays sur certains des traités conclus.

Ceux-ci sont au nombre de cinq, distincts les uns des autres.

La Belgique n'a été appelée à apposer sa signature qu'au bas de deux de ceux-ci. Faut-il en conclure que le très distingué diplomate qui nous représente dans la grande République américaine n'a pas été amené, grâce à sa connaissance profonde des problèmes de l'heure présente, à jouer un rôle important au cours des pourparlers qu'a nécessités la rédaction des autres traités? Certes non. Mais sa signature ne figurant que sur deux de ces conventions, ce sont celles-ci qu'il nous convient d'étudier de plus près.

Cependant, pour se rendre compte de leurs conséquences pratiques, il est nécessaire d'examiner rapidement l'ensemble des traités.

Les nations signataires d'une partie de ceux-ci auraient pu voir cette œuvre menacée dans son essence même, si la paix n'avait été stabilisée en Extrême-Orient.

Faut-il rappeler les craintes — que l'on pourrait qualifier d'historiques — que des hommes d'Etat ont manifestées de tout temps au sujet des conséquences qu'avaient pu avoir des divergences d'intérêts entre deux grandes et puissantes nations, ayant le centre de leur activité dans le Pacifique?

Ces nuages avaient-ils été dissipés à la suite de la grande guerre? Certes, nous n'oserions l'affirmer.

Et cependant il fallait qu'il en fut ainsi pour arriver à la signature d'un accord avec la Chine — accord qui put être envisagé avec des réalités d'application, donnant des garanties suffisantes à ceux qui seraient désireux de nouer des relations commerciales avec le Céleste-Empire.

Lui faire admettre le principe de la porte ouverte et lui créer les ressources nécessaires à sa vie économique, étaient des points délicats à faire accepter par l'unanimité des puissances.

Nous n'envisageons pas la politique suivie avant la signature des traités de Washington entre le Japon et la Chine; libres de toute entrave diplomatique, ces deux nations discutaient entre elles les intérêts primordiaux de leurs ressortissants. Mais cette liberté laissait-elle aux autres nations de l'Europe et des États-Unis de l'Amérique la possibilité d'assurer à leurs nationaux la certitude de stabilité dont nous parlions tout à l'heure?

Les États contractants du présent traité ne l'ont pas cru.

Les États-Unis d'Amérique en provoquant la conférence de Washington et en se liant par des traités, notamment avec le Japon, ont démontré leur grand désir d'écarter toute menace de conflit.

Quelle était, au point de vue commercial, la situation en Chine avant la guerre? Il serait difficile de la définir.

D'une part, le Japon y développait prodigieusement son activité commerciale, mais d'autre part, la Chine d'alors, admirait la force économique de l'Allemagne, appuyée par le prestige de ce que l'on croyait être sa force militaire.

De là l'accaparement des marchés chinois par les Allemands. La guerre y a mis un terme, mais les agents germaniques tenteront, s'ils ne le font déjà avec succès, de s'y introduire de nouveau.

Le Japon pendant la guerre avait cependant là, les mains libres.

Nous pouvons constater pourtant — et les faits l'attestent — que la Chine admire la Belgique pour son acte héroïque de 1914. Plusieurs de nos industriels ont eu leur attention attirée vers ce marché et quelques contrats d'une importance considérable ont été signés par de grandes firmes belges.

Mais la masse de nos exportateurs a le tort de ne pas étudier ce débouché d'une façon plus méthodique et plus approfondie et nos banques ne se décident guère à les y encourager en leur prêtant une aide suffisante.

Le génie politique du Roi Léopold II avait entrevu les vastes débouchés que ce pays nous offrait ; ont-ils été utilisés comme ils auraient dû l'être par nos industriels ? Nous ne le pensons pas.

Un système d'expansion économique bien appliqué par les Belges, ferait de leur pays un des plus grands importateurs de la Chine.

L'objet précis des trois traités que nous ne sommes pas appelés à ratifier, peut être exprimé en quelques mots :

1^o Le traité pour la réduction des armements navals ;

2^o Le traité sur les sous-marins et l'emploi des gaz.

L'objet de ces deux traités a été de réduire les armements des cinq grandes puissances navales : les États-Unis, l'Angleterre, la France, l'Italie et le Japon ;

3^o Le traité de la quadruple entente du Pacifique, en vertu duquel les quatre grandes Puissances ayant des possessions dans le Pacifique, à savoir : les États-Unis, le Grand Bretagne, la France et le Japon se sont engagés, pour une période de dix années, avec clause de reconduction tacite, à respecter leurs droits touchant leurs possessions insulaires, ainsi que leurs Dominions insulaires dans la zone de l'Océan Pacifique.

En cas de danger de conflit, ces Puissances, au lieu d'en appeler aux armes, se réuniront dans une conférence qui serait saisie de l'ensemble de la question aux fins d'examen et de règlement.

Le résultat de ces trois traités est d'assurer la paix dans l'Océan Pacifique, et de diminuer ainsi les chances d'un conflit mondial.

Ces préliminaires résolus, le danger d'un conflit écarté, la Chine rendue plus indépendante par l'accord des Nations sur un statut politique, il restait à assurer tant à elle-même qu'aux autres pays les avantages à retirer de cette situation nouvelle.

Le point primordial était d'assurer le maintien de la porte ouverte ; les hautes puissances contractantes, se sont résolues, pour atteindre ce but, à respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ; à l'aider à se donner un Gouvernement stable et efficace ; à user de leur influence pour assurer, en territoire chinois, des chances égales au commerce et à l'industrie de toutes les Nations ; à s'abstenir enfin de rechercher des droits ou des avantages spéciaux pouvant porter atteinte aux droits des ressortissants des pays amis ou à favoriser toute action constituant une menace pour la sécurité des États amis. Tous ces points ont été développés dans l'Exposé des Motifs, présenté au Parlement par M. le Ministre des Affaires Étrangères.

Restait une question importante à régler — et c'est le but du second traité signé par la Belgique — c'était de procurer des ressources à la Chine ; elle est donc autorisée à relever ses droits de douane, à reviser pour cela son tarif douanier.

Ces deux traités sont donc très intéressants pour la Belgique, en lui permettant de concourir, pour le très important marché que constitue la Chine, sur un pied d'égalité avec toutes les autres puissances. En procurant à ce pays de nouvelles ressources financières, nous lui facilitons de faire des commandes en Europe. La Belgique peut donc espérer continuer à trouver dans ce vaste territoire un débouché de plus en plus considérable, pour notre activité commerciale, et cela en contribuant en même temps au développement d'un pays où nos compatriotes ont toujours reçu le meilleur accueil.

(4)

Par l'œuvre de haute portée réalisée par la Conférence de Washington, les malaises, les soupçons et les mécontentements qui provenaient des rivalités d'intérêt vont faire place à un sentiment de sécurité et de bienveillance.

En écartant de nos appréciations les points controversés par certaines Nations, nous pouvons donc nous féliciter des résultats que promet de donner l'application de ces traités.

La Chambre des Représentants a voté le présent Projet de Loi, à l'unanimité de ses membres, la Commission des Affaires Etrangères espère que le Sénat le ratifiera dans les mêmes conditions.

Le Rapporteur,
Marquis IMPERIALI.

Le Président,
Comte T' KINT DE ROODENBEKE.